



RESEAU DE CHALEUR URBAIN D'ABBEVILLE

« SOUS-STATION – TRAVAUX ELECTRIQUES »

REGLEMENT DE CONSULTATION

2025-019

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

05 MAI 2025 AVANT 11H00

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1.1. Description	4
1.1.2. Procédure de passation.....	4
1.1.3. Code CPV	4
1.1.4. Langue utilisée	4
1.2. MAITRISE D'OUVRAGE	4
1.3. MAITRISE D'OEUVRE	5
1.4. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS	5
1.4.1. Allotissement.....	5
1.4.2. Durée	5
1.4.3. Prix.....	5
1.4.4. Options.....	5
1.4.5. Accord-cadre	5
2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	5
2.1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
2.2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS DU DCE	6
2.2.1. Demandes d'informations complémentaires	6
2.2.2. Modifications du DCE	6
2.3. VARIANTES	6
2.4. GROUPEMENT	6
2.5. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	6
3. CANDIDATURES ET OFFRES	6
3.1. REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES	6
3.2. COMPOSITION DES CANDIDATURES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.3. CONTENU DES CANDIDATURES	7
3.4. CONTENU DES OFFRES	7
3.5. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4. NEGOCIATIONS	8
4.1. CONVOCATIONS AUX AUDITIONS	8
4.2. COURRIERS DE DEMANDES DE COMPLEMENTS	8
5. DISPOSITIONS PARTICULIERES	8
5.1. ERREURS MATERIELLES	8
5.2. CONFIDENTIALITE	8



6. ATTRIBUTION

8

1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1.1. Description

Les stipulations du présent Règlement de Consultation concernent « les travaux de création des sous-stations – lot électricité », pour le réseau de chaleur de la Ville d'ABBENVILLE (80).

Lieu d'exécution : 4 Avenue du Président René Coty 80100 ABBENVILLE.

Les prestations attendues au titre du présent contrat concernent :

- Fourniture, pose et raccordement des liaisons entre les équipements
- Décâblage des équipements

Périmètre des prestations : 41 sous-stations

Ces prestations s'inscrivent dans le cadre de la délégation de service public du Réseau de Chaleur Urbain de la Ville d'ABBENVILLE (80).

1.1.2. Procédure de passation

Le présent contrat est passé en application d'une procédure adaptée conformément à l'article L. 2123-3 du Code de la Commande Publique.

Il est soumis aux dispositions des différents textes applicables à ABBENVILLE ENERGIE : Directive Communautaire n° 2014-25 du 26 Février 2014, Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, et Code de la Commande Publique.

1.1.3. Code CPV

Le contrat concerne les prestations référencées par la nomenclature européenne suivante (CPV) :

45311100

1.1.4. Langue utilisée

Les offres, les certificats, attestations, déclarations et les offres doivent être rédigées en langue française. Les documents, notamment les certificats et attestations, rédigés en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française précisant le nom et l'adresse du traducteur.

1.2. MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est :

ABBENVILLE ENERGIE

4 Avenue du Président René Coty
80100 Abbeville.

1.3. MAITRISE D'OEUVRE

Le Maître d'Œuvre est :

DALKIA Nord – Ouest
204 Rue Sadi Carnot
59350 Saint André Lez Lille

1.4. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS

1.4.1. Allotissement

Non concerné.

1.4.2. Durée

La durée globale d'exécution est de 7 (sept) mois à compter de la date prévisionnelle de commencement d'exécution des prestations.

L'exécution du présent marché commence à la date de notification du marché.

1.4.3. Prix

Les prix seront indiqués en euros, la valeur de la TVA applicable doit également être indiquée.

1.4.4. Options

Sans objet

1.4.5. Accord-cadre

Non concerné.

2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- La Fiche de Candidature ;
- Les Conditions Générales du Contrat (CGC) ;
- Les Conditions Particulières du Contrat (CPC) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Les Conditions Techniques du Contrat (CTC « 00 - CTC1 SST_électricité ») ;
- Les Annexes Techniques du CTC :
 - oDonnées techniques & planification prévisionnelle
 - oListe matériel – câblage électrique
 - oSchéma électrique du coffret : SST-ELEC-SOF-REV-1

Les candidats sont réputés avoir pris connaissance de l'ensemble des documents transmis au titre du DCE.

2.2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS DU DCE

2.2.1. Demandes d'informations complémentaires

Toute demande d'information complémentaire doit arriver 8 (huit) jours avant la date limite de remise des offres sous peine de ne pas être traitée. Elle doit être faite par le biais de la plateforme www.marchés-sécurisés.fr.

Il appartient aux candidats soumissionnant d'analyser le contenu des données transmises et études et d'évaluer, sous leur responsabilité, les compléments qu'ils auront à apporter dans le cadre de la prestation. De ce fait, le futur prestataire ne pourra élever de réclamations au motif d'imprécision ou d'incomplétude de ces documents.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats invités à soumissionner, la date limite de remise des offres se trouvait reportée, la stipulation précédente sera applicable en fonction de la nouvelle date.

2.2.2. Modifications du DCE

Le Maître d'ouvrage peut apporter certaines précisions et modifications au DCE jusqu'à 3 (trois) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Ces précisions et modifications seront présentées par le biais de la plateforme www.marchés-sécurisés.fr.

Les Candidats doivent répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir opposer de réclamation à ce sujet.

2.3. VARIANTES

Sans objet.

2.4. GROUPEMENT

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement conjoint ou solidaire avec mandataire solidaire.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du contrat.

2.5. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

La durée de validité de l'offre est fixée à 6 (six) mois à compter de la date limite de remise des offres fixée au présent règlement. Durant ce délai, l'offre est irrévocable et ne peut être modifiée ou retirée par le soumissionnaire.

A l'expiration de ce délai, et si le Maître d'Ouvrage lui demande, le soumissionnaire indiquera s'il entend ou non maintenir son offre.

3. CANDIDATURES ET OFFRES

3.1. REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES

Les offres sont à remettre sur la plateforme www.marchés-sécurisés.fr avant la date limite de remise indiquée en page de garde.

Attention au temps de téléchargement et aux logiciels éventuellement nécessaires.

Les offres reçues sous format papier, en dehors de la plateforme sus-indiquée, et hors délai seront éliminées.

Aucune signature électronique n'est exigée à ce stade de la procédure (cf. Article 6).

3.2. CONTENU DES CANDIDATURES

En cas de cotraitance, l'ensemble des éléments indiqués en article 3.3 du Règlement de Consultation doit être fourni par chaque membre du groupement. A défaut, le dossier sera considéré comme incomplet.

La candidature doit contenir :

- Fiche « Candidature » ;
- K-bis (de moins de 3 mois) ;
- La copie du ou des jugements prononcés en cas de procédure collective ;
- Les attestations fiscales et sociales (de moins de 6 mois) ;
- Preuve d'une ou de plusieurs assurances des risques professionnels pertinents ;

Les candidats qui ne sont pas en mesure de fournir les éléments attendus peuvent prouver leur capacité par tout autre moyen.

3.3. CONTENU DES OFFRES

L'offre doit contenir :

- Un devis (suivant D.P.G.F. au format EXCEL, disponible en annexe) comprenant les prestations décrites au CTC par sous-station ;
- Un mémoire technique détaillant :
 - Planification prévisionnelle (en semaine – les jours d'intervention seront identifiés après la notification du marché).
 - Par sous-station :
 - Les moyens envisagés pour les travaux en hauteur
 - Les moyens de percement de mur envisagé
 - Le(s) supportage(s) nécessaires aux équipements
 - La sous-traitance envisagée (échafaudage par exemple)
 - Toute suggestion complémentaire du candidat.
 - Mesures relatives à la sécurité sur le chantier.

3.4. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres seront analysées selon les critères suivants :

CANDIDATURE (10% de la note globale) :

- Chiffre d'affaires (2 points)
- Capacités d'assurance (2 point)
- Effectif (2 point)
- Références sous 3 ans (4 points)

FINANCIER (70 % de la note globale) :

-Décomposition des prix globale et forfaitaire (D.P.G.F.) (70 points)

TECHNIQUE (20 % de la note globale) :

-Mémoire technique (20 points)

Au cours de l'analyse des offres, le Maître d'Ouvrage pourra poser des questions d'ordre technique et financier aux candidats qui devront répondre dans le délai qui leur sera imparti.

4. NEGOCIATIONS

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales conformément à l'article 2161-17 du Code de la Commande Publique.

4.1. CONVOCATIONS AUX AUDITIONS

L'audition du candidat est obligatoire (en présentiel ou en visioconférence).

4.2. COURRIERS DE DEMANDES DE COMPLEMENTS

L'absence de réponse par le candidat à la demande de complément rendra l'offre irrégulière.

5. DISPOSITIONS PARTICULIERES

5.1. ERREURS MATERIELLES

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'éliminer les offres irrégulières ou d'inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières dans les conditions des articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique.

5.2. CONFIDENTIALITE

Le présent marché d'application comprend une clause de confidentialité. Tout manquement aux obligations issues de cette clause de confidentialité pourra conduire au rejet de l'offre de service d'un soumissionnaire ou à la résiliation du marché attribué.

Les candidats sont par ailleurs invités à surligner les informations qu'ils de leurs offres qu'ils jugent confidentielles dans l'hypothèse d'une demande de communication des documents de la consultation par un candidat évincé à l'issue de la procédure.

6. ATTRIBUTION

Les documents contractuels complétés des éventuels éléments issus de la phase de négociation, seront paraphés, datés et signés par le candidat attributaire et le Maître d'Ouvrage à l'issue du délai prévu à l'article R2182-1 du Code de la Commande Publique (sauf application de l'article R.2182-2 du même code).